



12 décembre 2011

Bruxelles : un pas de plus du capitalisme européen

Le sommet des chefs d'Etats européens vient de se tenir à Bruxelles.

Après des mois de manipulation et d'esbroufe pour faire avaler aux peuples d'Europe les divers plans d'austérité, la France et l'Allemagne sont parvenus à s'accorder (on s'en doutait) pour imposer encore plus de sacrifices aux travailleurs d'Europe.

On aura tout entendu ces trois dernières semaines... des scénarios plus catastrophiques les uns que les autres ont été développés sur toutes les chaînes de radios, télévisions, dans la presse, pour préparer l'opinion publique aux nouvelles mesures prises par le tandem Franco-Allemand. « Rencontre de la dernière chance » « Sommet de crise pour éviter la catastrophe » « Avenir à quitte ou double » « L'échec serait une véritable explosion »... etc., on en passe et des meilleures. **Faire peur, certainement, mais surtout faire croire qu'il n'y a qu'une issue possible pour sortir de la « crise » capitaliste : aller plus loin encore dans l'exploitation des peuples.**

Il était clair que l'Allemagne et la France allaient se retrouver, malgré leurs divergences, pour conclure un accord allant dans ce sens et qui vise pour l'imposer, à bafouer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les états, si cet accord était appliqué, ne pourraient plus décider leurs budgets nationaux sans qu'ils ne soient soumis aux règles des grandes puissances capitalistes. Nous avons déjà écrit à ce sujet, mais répétons-le, ce sont les budgets sociaux qui sont attaqués.

Il suffit d'observer les mesures prises dans tous les pays d'Europe pour s'en convaincre : baisse du « coût du travail », attaque sur la protection sociale, les retraites, les services publics, la fonction publique, privatisation des entreprises publiques, hausses d'impôts... partout les mêmes mesures sous prétexte de « dettes publiques » qui n'existent pas (Voir nos articles précédents).

Deux exemples :

-Irlande : 4^{ème} budget de rigueur d'affilée. Le dernier qui se montait à 15 Milliards d'euros « d'économies » pour toucher 85 Milliards du F.M.I et de l'Union Européenne vient d'être révisé à la hausse. 3,5 Milliards ont été rajoutés au travers **notamment d'une augmentation de la t.v.a. à 23%. Par contre, pas question d'augmenter les impôts des multinationales (12,5%)**. Le chômage touche aujourd'hui 14% de la population irlandaise.

Le F.M.I et l'Union Européenne félicitent l'Irlande pour son courage. A. Merkel en rajoute en encourageant E. Keny, 1^{er} ministre irlandais à poursuivre en déclarant « L'Irlande est un superbe exemple d'un sauvetage bien mené ».

-Italie :

Nouvelle cure d'austérité de 20 Milliards d'euros après deux plans « d'économies » de 90 Milliards adoptés en Juillet et Septembre. Ce nouveau plan prévoit la baisse des cotisations sociales, la retraite à 67 ans pour les hommes et alignement pour les femmes en 2018, une augmentation de 2 points de t.v.a. et un programme de privatisations sans précédent. E. Marcegaglia (la patronne des patrons italienne) qualifie ces mesures d' « indispensables ».

On peut comparer ces deux exemples aux plans appliqués dans les autres pays d'Europe, ce sont les mêmes. Les acquis sociaux sont attaqués partout, pendant que les profits sont préservés.

Mais cela ne suffit pas, l'accord initié par la France et l'Allemagne, approuvé par le dernier sommet européen, consiste à inscrire dans chaque constitution nationale une « règle d'or » (elle porte bien son nom) pour limiter au maximum les budgets sociaux (3% du produit intérieur brut). Les états qui ne respecteraient pas cette règle seraient « durement sanctionnés ». Autrement dit, la souveraineté des états serait soumise bien plus étroitement aux règles du capitalisme européen.

Et pendant ce temps, tous les partis politiques (qui acceptent tous l'idée qu'il faut réduire la dette publique) dissertent sur le rôle de la banque centrale européenne, du F.M.I, ou du parlement européen.

F. Hollande, candidat du Parti Socialiste à l'élection présidentielle déclare que « pour en finir avec la crise, il suffit de demander à la banque centrale européenne d'intervenir sur les marchés financiers, de transformer le fonds de secours européen en banque, pour aider les pays en difficulté ». Hollande revient à la charge et précise sur RTL « Si je suis élu je renégocierai cet accord pour y mettre ce qui y manque : de l'efficacité sur les marchés ». Ce qui fait dire au journal « Le Figaro » « **Le candidat du P.S devrait être comblé : ses idées sont à peu de chose près déjà sur la table, N. Sarkozy les a eues avant lui** »

F. Bayrou, candidat centriste, préconise lui, un plan d'austérité de 100 Milliards d'euros.

Le front de gauche, revendique un nouveau traité européen avec des « clauses sociales ». Tous les gouvernements européens sont au service du capital, faire croire qu'ils accepteraient des « clauses sociales » est un leurre. Sans lutte, rien ne bougera. Mais des luttes... pas un mot, aucun appel à la mobilisation. **C'est normal puisque Mélanchon déclare qu'il est disponible pour participer à un éventuel gouvernement socialiste.**

Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière, défend « Un programme de défense des intérêts vitaux des travailleurs (...) dans le cadre de la société capitaliste ». Tout est dit...

Tous sont d'accord sur le fond, aucun n'appelle à lutter pour supprimer le capitalisme.

Du côté des syndicats, on regarde les trains (d'austérité) passer. Huit dirigeants syndicaux européens se sont adressés aux chefs d'états pour revendiquer « un nouveau contrat social européen ». Ils s'inquiètent de la possible destruction du projet européen qui constitue, selon eux « une des constructions les plus importantes du 20^{ème} siècle » et défendent que « malgré le désenchantement profond ressenti par de nombreux travailleurs, nous continuons de soutenir qu'il n'y pas d'autre solution que l'approfondissement du projet européen... Il faut que la démocratie sociale et politique, ainsi que la participation des citoyens prennent toute leur place ». Et de poursuivre « **Que proposons-nous ?... L'émission**

d'euro-obligation et la transformation de la banque centrale européenne en prêteur en dernier ressort » (N'est-ce pas ce que N. Sarkozy et F. Hollande proposent ?

Ils demandent également un renforcement de la « gouvernance européenne ». Ils pensent qu'une future révision des traités peut se faire en intégrant « la dimension sociale », et pour y parvenir, il faut renforcer le dialogue social » (air connu). Cette lettre est signée du secrétaire général des syndicats CCOO et de l'U.G.T (Espagne), du président du D.G.B (Allemagne), de la secrétaire générale de la C.G.I.L (Italie), de B. Thibault de la C.G.T et de F. Chérèque de la C.F.D.T (France) et des secrétaires généraux de la F.G.T.B et C.S.C (Belgique). Nous savons depuis longtemps que le syndicalisme européen a abandonné le terrain des luttes, mais une telle allégeance au pouvoir capitaliste est un véritable scandale. Passons sur l'attitude de la CFDT, spécialiste du « dialogue social » avec le patronat capitaliste, pour relever une fois de plus que celle de la C.G.T explique son immobilisme face aux attaques sociales.

Pourtant les luttes sont nombreuses en France et en Europe, mais les confédérations syndicales ont choisi ce « dialogue social » pour accompagner les décisions qu'impose le capital européen. Comme s'il était possible de concilier le capital et le travail !... Il n'est pas étonnant alors que l'ensemble des confédérations aient accepté de participer au " sommet social » de N. Sarkozy en Janvier. **Pas étonnant non plus que le 13 Décembre, journée de mobilisation syndicale F. Chérèque de la C.F.D.T participe à une table ronde au M.E.D.E.F. (patronat français) sur le thème de la compétitivité.** Il refuse la grève, et discute avec les patrons sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer l'exploitation capitaliste.

Rien à attendre donc des confédérations syndicales, pas plus que des partis politiques.

Tous les partis, sauf le nôtre qui depuis sa création, il va y avoir 10 ans, combat cette Europe capitaliste, s'inscrivent dans sa construction. S'inscrire de quelque façon que ce soit dans sa construction, c'est laisser les mains libres aux capitalistes. Seule la lutte du peuple de France, celle de tous les peuples européens, pour débarrasser la société du capitalisme ouvrira une perspective révolutionnaire. **C'est de cette politique différente de toutes les autres qu'est porteur le candidat de « Communistes » Christophe RICERCHI.**

www.sitecommunistes.org